

Questions à

Li Junhua, UN Under Secretary : General for Economic and Social Affairs

« Une action concertée peut relever le défi du réchauffement climatique »

Li Junhua, United Nations Under Secretary General for Economic and Social Affairs, est actuellement à Maurice dans le cadre de la tenue actuellement de la 4th International Conference on SIDS for the Atlantic, Indian Ocean, and South China Sea Region à l'hôtel Ravenala Attitude, Balaclava. Dans l'entretien qui suit, il explique pourquoi cette conférence se tient maintenant en prélude à la grande conférence sur les petits États insulaires prévue en mai prochain à Antigua-et-Barbuda, un État aux Antilles. Il profite de l'occasion pour évoquer les conséquences de la guerre russo-ukrainienne sur les petits États insulaires. Parlant du réchauffement climatique, il souligne sans ambages qu'à travers une action concertée on pourra résoudre ce problème. « Nous savons tous que nous sommes au stade critique. Whether or not we are going to meet the target. Les leaders mondiaux ont pris l'engagement lors de la conférence de Paris. Pour moi, pour les Nations unies et pour tout le système des Nations unies, c'est notre engagement. Nous devons tout faire, avec les moyens dont nous disposons, pour atteindre cet objectif. Nous savons tous qu'il y a certains des gros défis devant nous. C'est pourquoi nous croyons qu'à l'horizon de Cop 28 prévu pour septembre prochain, les grands États vont venir de l'avant avec un plan d'action plus ambitieux », dit-il.

Quels sont les objectifs de la 4th International Conference on Small Island Developing States (SIDS) qui se tient actuellement à Maurice ?

Le but de cette conférence est d'avoir une perspective régionale pour l'Atlantique, l'océan Indien et le sud de la Chine dans le cadre de la tenue de la 4e conférence internationale des Small Island Developing States (SIDS) qui aura lieu en mai prochain à Antigua-et-Barbuda.

Il y aura donc trois réunions régionales qui se focaliseront sur les perspectives sous-régionales en vue de préparer un document que les États membres seront appelés à développer pour la déclaration finale des SIDS. Le document final deviendra ainsi le Blueprint ou le plan d'action des petits États insulaires pour la prochaine décennie.

Nous nous attendons On s'attend que le document final soit approuvé par la communauté internationale, plus précisément nos partenaires des économies avancées.

Pourquoi attendre jusqu'à mai prochain pour organiser la conférence internationale des petits États insulaires ?

Il faut savoir qu'il y a neuf ans de cela, les États-membres des pays en voie de développement et les Nations unies avaient organisé la 3e conférence à Samoa

où une feuille de route avait été adoptée. Nous allons donc nous concentrer maintenant sur les demandes émergentes des petits États insulaires car la situation sur le plan global a changé au bout de dix ans.

Nous allons mettre l'accent également sur le mode opératoire des petits États insulaires et voir quel accueil sera réservé à notre nouveau plan d'action. C'est donc pourquoi, avant la tenue de la 4e conférence internationale des SIDS, nous devons développer une feuille de route régionale. Nous allons ensuite rassembler tous les points de vue pour préparer un plan inter-régional. C'est donc pourquoi il y a trois réunions préparatoires et une réunion inter-régionale.

Quelles ont été les retombées de la 3e conférence des petits États insulaires ?

Nous avons adopté ce qu'on appelle le Samoa Pathway. Cette feuille de route est très ambitieuse dans le sens où nous avons élaboré un plan d'action. Beaucoup d'initiatives ont pu être développées durant les huit et neuf dernières années. Je pense que nous devrions aussi mettre beaucoup d'accent sur le suivi de la mise en application de la feuille de route.

Le réchauffement climatique et la guerre russo-ukrainienne en-

traînent des effets négatifs sur les petits États insulaires. Quel regard portez-vous sur ces deux problèmes ?

Cette question est très stratégique. Du point de vue des Nations unies, le monde est confronté à une cascade d'augmentation des prix. Il y a d'abord l'impact du Covid-19 sur les économies, ensuite les conséquences du changement climatique et maintenant la guerre en Ukraine.

Les États membres des PEID sont plus vulnérables. En préparant notre plan d'action, nous allons devoir prendre en considération la question de la vulnérabilité des PEID. En ce qu'il s'agit du changement climatique, comme le Premier ministre, Pravind Jugnauth, l'a souligné lundi dernier lors de son discours inaugural à la réunion préparatoire, ces problèmes existent pour tous les pays membres des PEID.

C'est pourquoi les actions liées au changement climatique et au financement doivent répondre aux engagements de l'accord de Paris. "In the Paris agreement, the commitment has been made for hundred billions of dollars per year". Nous souhaitons que cet accord soit honoré. On se souvient qu'à la Cop 27 les États membres avaient approuvé l'idée de mettre sur pied un Loss and Damage Fund. Nous souhaitons donc qu'en décembre prochain, après

le Cop 28 à Dubaï, ce fonds sera institué.

Donc, avec des mesures d'adaptation et de mitigation, la communauté internationale s'adresse aux appréhensions des PEID en ce qu'il s'agit des pertes et des dommages.

Quant à la guerre en Ukraine, celle-ci a entraîné dans son sillage des conséquences humanitaires. Les Nations unies, en particulier le secrétaire général, ont tout entrepris pour débloquent l'initiative de la mer noire, afin d'aider des PEID à stabiliser le marché global de la nourriture et d'accroître aussi l'accès au marché global des engrais.

Malheureusement, cette initiative n'a pu se concrétiser en raison des positions adoptées par certains États. Les Nations unies vont certainement continuer à mener des démarches en vue de maintenir l'accès au marché global de la nourriture et des engrais. Le secrétaire général des Nations unies va en tout cas poursuivre ses efforts dans ce sens.

Pourquoi le financement des petits États insulaires est-il devenu un problème ?

La question de financement pour le Sustainable Development est une des priorités pour tous les pays en voie de développement. "The gap is very huge" et c'est pourquoi le Premier ministre, Pravind Jugnauth, s'est appesanti sur la question lors de son discours inaugural.

La première chose sur laquelle nous devons nous concentrer est certainement la question de Finance Devise. Based on our assessment for all 17 Sustainable Development Goals (SDGs), only about 15% could be matched by 2030. More than 50% either moderately off track or severely off the track. (...) That is a very sovereign picture for all the international community and the developing world in particular".

C'est pourquoi lorsque les leaders mondiaux se rencontreront encore une fois en septembre prochain



“C'est donc pourquoi, avant la tenue de la 4e conférence internationale des SIDS, nous devons développer une feuille de route régionale.”

pour assister au UN SDG Summit, ils doivent renouveler leur engagement politique pour l'agenda 2030. Ils doivent déterminer comment mettre sur pied une feuille de route et mobiliser de nouvelles ressources financières. Ils doivent donc investir dans les SGS et aussi financer des Climate Actions.

D'autre part, le secrétaire général est venu de l'avant avec une proposition ambitieuse, c'est-à-dire le SDG Stimulus Plan. In that plan, as a package essentially he advocated, we need to mobilise five hundred billions per year from now on to 2030. The whole gap for the SDG investment is about four trillions dollars. So we thought that the minimally we need to mobilise is five hundred billion dollars per year.

C'est ambitieux, mais faisable. Nous souhaitons donc que nos partenaires et les institutions financières internationales soient On Board.

Pensez-vous qu'on puisse trouver une solution au problème du réchauffement climatique ?

Je suis assez optimiste. Avec un effort concerté, nous pourrions relever ce

défi. Nous savons tous que nous sommes parvenus à un stade critique. Whether or not we are going to meet the target auquel les leaders se sont engagés à la conférence de Paris... Pour moi, pour les Nations unies et pour tout le système des Nations unies, c'est notre engagement.

Nous devons tout faire, avec les moyens dont nous disposons, pour atteindre cet objectif. Nous savons tous qu'il y a certains gros défis devant nous. C'est pourquoi nous croyons qu'à l'horizon de Cop 28 prévu pour septembre prochain, les grands États vont venir de l'avant avec un plan d'action plus ambitieux.

Propos recueillis par Jean-Denis PERMAL